

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 211

MONTRÉAL, LE MERCREDI 17 SEPTEMBRE 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Qu'est-ce qui fait courir Jesse?

Qu'est-ce qui fait courir Jesse Helms? Le vieux sénateur républicain de la Caroline du Nord vient d'ajouter un trophée à sa collection de comportements archaïques en bloquant à lui seul la nomination au poste d'ambassadeur au Mexique du candidat William Weld, désigné en juillet par la Maison-Blanche. Un épisode qui illustre qu'aux États-Unis, la guerre de Sécession n'a jamais tout à fait pris fin.

Jesse Helms et William Weld sont tous deux républicains, mais ils n'ont rien d'autre en commun que leur appartenance au parti. Le premier est sudiste, autocratique et manichéen. Le conservatisme fait homme. Et depuis deux ans, il est le puissant président de la puissante commission sénatoriale des Affaires étrangères, qui doit traditionnellement approuver une nomination présidentielle avant qu'elle ne soit soumise au vote du Sénat. Agé de 75 ans, sénateur depuis 1972, la haine de M. Helms a toujours été féroce et ciblée sur le communisme. Mais avec l'effondrement du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS, les occasions d'assouvir ses obsessions anticommunistes ne se comptaient plus que sur les doigts de la main. L'adoption en mars 1996 de la loi Helms-Burton, resserrant l'embargo contre Cuba, a constitué pour lui une rare occasion d'enfourcher son vieux cheval de bataille. Il s'est donc vu forcé de «moderniser» ses phobies, prenant publiquement en aversion les gays, les féministes, la discrimination positive, le droit à l'avortement...

S'est donc pointé cet été dans le paysage politique de Washington William Weld, 52 ans, républicain modéré, ex-gouverneur du Massachusetts, ambitieux richard bostonien — on lui prête des rêves présidentiels pour les élections de l'an 2000 à titre de candidat... démocrate. Bref, il est l'incarnation de cet établissement nordiste et libéral que M. Helms exècre. Comme gouverneur, M. Weld — qui parle couramment l'espagnol — a appuyé la légalisation de la marijuana à des fins médicales et la distribution gratuites de seringues aux toxicomanes à des fins de prévention du sida. L'affrontement était inévitable. Et le président Bill Clinton, jouant les Machiavel, le savait très bien. M. Helms a tout de suite monté sur ses grands chevaux, estimant que la désignation de M. Weld enverrait «un mauvais message au Mexique quant au sérieux de notre position vis-à-vis de la drogue».

Après avoir savamment médiatisé sa cause et juré qu'il ne céderait pas, M. Weld n'a provoqué qu'une surprise nuancée lundi en retirant sa candidature. Un retrait dont le président Clinton ne sort pas écorché le moins du monde: l'occasion était trop belle pour lui de semer — avec une extraordinaire économie de moyens — la zizanie dans les rangs républicains.

Par ricochet, l'épisode a soulevé un débat important, porté à plusieurs reprises à la une du *New York Times*, sur les manières anachroniques du Sénat américain, considéré comme «le club le plus sélect au monde», contrôlé par une «clique» de sénateurs du Sud conservant la mainmise sur leur royaume en distribuant des faveurs intéressées. M. Weld a perdu la bataille au Sénat, mais il l'a gagnée dans l'opinion publique.

Le moment de vérité est survenu vendredi dernier quand M. Helms, convoquant une réunion spéciale de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, a refusé d'accorder à M. Weld l'audience réglementaire. Poli, il lui a serré la main... en le raillant: «Avez-vous acheté votre billet pour Mexico?» A titre de président de la commission, M. Helms avait techniquement le droit de refuser d'entendre M. Weld. Ce faisant, il bloquait automatiquement la nomination de M. Weld au poste d'ambassadeur et empêchait que sa nomination ne soit soumise au vote du Sénat — au mépris de l'avis de la majorité des membres de la commission et du Sénat qui, toutes tendances confondues, souhaitaient au contraire que M. Weld soit entendu. «C'est le triomphe du règlement sur la raison», a résumé le démocrate John Kerrey.

Qu'il ait pris en otage la commission n'a pas effleuré l'esprit du «despote» Jesse Helms — le mot est de ses adversaires —, qui a plutôt estimé que la commission «retrouvait sa pertinence pour la première fois en plusieurs années». Plus de 150 nominations ont été rejetées faute d'audition au cours des dernières années, a fait valoir M. Helms dans une tentative de banalisation, oubliant commodément de mentionner que jamais une nomination n'avait été bloquée alors qu'une majorité des membres de la commission avait souhaité entendre le candidat.

Le Sénat ne porte pas nécessairement M. Helms dans son cœur, mais il n'était pas question pour ses collègues de monter aux barricades au nom d'un ancien gouverneur du Massachusetts tout à gauche du Parti républicain. Ce qui n'a pas empêché le sénateur de l'Indiana Richard G. Lugar, numéro deux de la commission des Affaires étrangères, de s'épancher euphémiquement: «Il y a des jours où la démocratie ne fonctionne pas très bien.» Grâce à Jesse Helms.

**ÉCONOMIE**

Contrat d'hélicoptères: quatre poids lourds au sprint, page B 1



**LE MONDE**

Un attentat trouble la reprise des pourparlers en Irlande du Nord, page A 5

**POLITIQUE**

Pierre Bélanger blâme la GRC, page A 5



## «Uniques, comme tout le monde!»

Bouchard rejette l'entente «passéiste» signée par les neuf premiers ministres des provinces anglophones

MARIO CLOUTIER  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La déclaration de Calgary a donné suite hier à des échanges virulents au Québec, à un duel de mots qui portait un léger parfum de campagne électorale. Le premier ministre Lucien Bouchard a d'abord durement attaqué l'entente survenue à Calgary entre ses homologues du Canada anglais avant de voir le chef libéral Daniel Johnson lui répondre de façon tout aussi catégorique.

En décortiquant point par point la déclaration de Calgary dans un discours tenant sur sept pages, le premier ministre Bouchard s'est notamment moqué de la nouvelle appellation contrôlée que les premiers ministres des autres provinces ont concoctée, décrivant le «caractère unique» du Québec.

«Quelle trouvaille! Les Québécois sont uniques. On a envie d'ajouter: comme tout le monde! Uniques comme la chorale de Regina ou la rivière aux Escoumins. Uniques comme le Skydome, le Cap-Breton, la Labatt Bleue ou Wayne Gretz-

ky» M. Bouchard s'insurge contre ce qu'il perçoit être «le maximum absolu de ce que le Canada peut offrir aux Québécois» après le vote référendaire de 1995. Il soutient que la

VOIR PAGE A 8: BOUCHARD

Lire aussi en page A 7

■ De larges extraits du discours du premier ministre

## Victimes du «dumping» de l'État



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LA MENACE qui pèse sur l'urgence psycho-sociale (UPS), service d'aide psychiatrique auprès des itinérants, sème beaucoup d'émoi auprès des personnes qui, comme Daniel Perreault, Martine Rainville et son père Gilles Thibault, fréquentent la Old Brewery Mission. Voir nos informations en page A 3.

## La manne hollywoodienne

L'opération Snake Eyes laisse augurer pour Montréal des investissements de 100 millions

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

Un gigantesque drapeau américain surplombe l'arène du vieux Forum de Montréal, lequel a réveillé tous ses fantômes pour les beaux yeux de l'acteur Nicolas Cage. Des missiles de carton pâte sont suspendus un peu partout dans le décor, témoignant des activités du riche armateur d'Atlantic City à qui, comme le veut l'intrigue, le lieu appartient. Au milieu des gradins, une arène de boxe. Mais de pugilistes, point. Tout est vide, le plateau de *Snake Eyes* a fermé boutique pour la journée, pendant que les milliers de figurants sont renvoyés à leur vie quotidienne. Pour la première fois depuis le début du tournage qui fait couler le plus d'encre en ville, on livre le Forum en pâture aux journalistes.

*Snake Eyes*, sur un scénario de David Koepf, est la plus importante superproduction hollywoodienne tournée majoritairement en sol québécois et l'une des plus considérables à l'extérieur d'Hollywood. Tout Montréal a les yeux rivés sur le film de Brian de Palma.

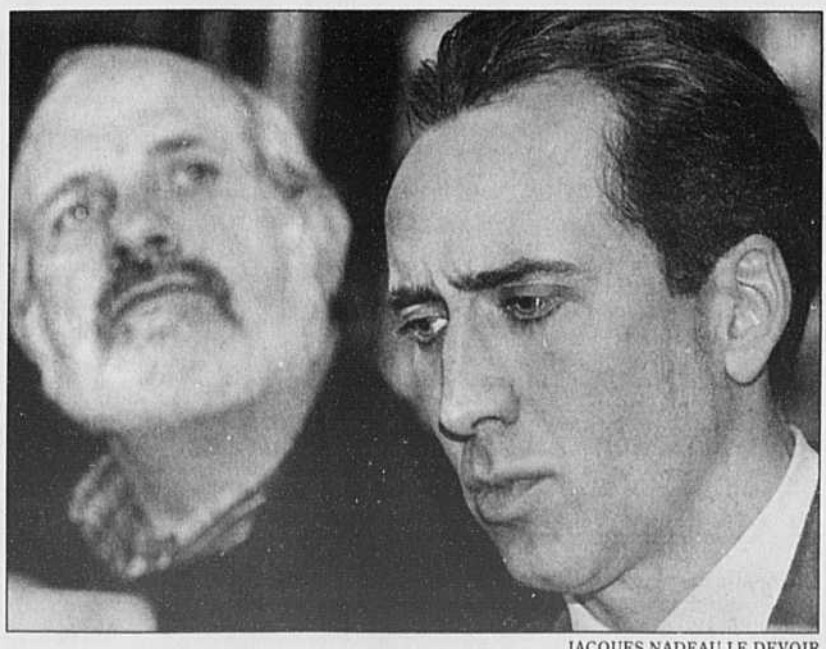
Nicolas Cage, la vedette du film y incarne un détective secoué par un meurtre de dignitaire dont 14 000

amateurs de boxe sont soit témoins, soit complices, à tout le moins suspects. Gary Sinise à ses côtés joue les hauts gradés du département de la défense partageant avec lui l'enquête.

La majorité de l'action se déroule dans ce huis-clos de l'arène, avec

deux ou trois autres locations à Montréal et des extérieurs à Atlantic City. Depuis le 11 août, le Forum bourdonne comme une ruche. De 125 à 300 techniciens s'y agitent. De 150 à 8000

VOIR PAGE A 8: MANNE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'acteur Nicolas Cage (à droite) est la vedette de *Snake Eyes*, le film de Brian de Palma (à gauche), superproduction hollywoodienne tournée à Montréal.

## Politique d'aide au long métrage

### Téléfilm doit changer de cap

Un rapport préliminaire montre du doigt plusieurs carences de l'institution fédérale

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

Téléfilm Canada se fait secouer le prunier par une étude encore inédite que l'organisme a lui-même commandée sur sa politique d'aide au long métrage.

Insuffisance globale de financement, budgets moyens non compétitifs, carences de mise en marché, difficultés d'accès aux écrans, réseau de distribution aux mains d'un trio de joueurs au détriment des petites maisons qui se font tasser sous le tapis.

Des conclusions sévères sont contenues dans le document de 48 pages intitulé *Étude sur la production et la distribution de longs métrages canadiens*, préparé par le consultant Michel Houle à l'intention de Téléfilm Canada, dont *Le Devoir* a obtenu copie. Ce document, actuellement présenté en consultation auprès de divers intervenants et associations du milieu cinématographique, sera suivi d'un rapport-synthèse comportant les réactions de l'ensemble de l'industrie à ces propositions. Téléfilm devrait s'en inspirer pour élaborer par la suite son plan d'action et, le cas échéant, corriger son tir.

François Macerola, directeur de Téléfilm, précise que le document de Michel Houle constitue pour l'heure un simple outil de travail plutôt qu'un rapport définitif et qu'il commentera ses conclusions quand elles seront rendues publiques, le rapport final étant attendu dans trois semaines environ.

«On désirait revoir nos politiques en matière de longs métrages», précise le directeur de l'institution fédérale, expliquant pourquoi une telle étude a été commandée à un consultant extérieur. Mais de toute évidence, certaines conclusions du rapport sont, pour l'organisme, beaucoup plus sévères qu'on l'avait prévu...

«Le long métrage est le parent pauvre de Téléfilm face à la télévision», a commenté Michel Houle en entrevue. On stimule la production de longs métrages et on ne fait rien pour

VOIR PAGE A 8: TÉLÉFILM

## La réforme du Conseil de sécurité

### Des propositions conçues pour être rejetées

JOCELYN COULON  
ENVOYÉ SPÉCIAL DU DEVOIR

New York — Après quatre ans de discussions discrètes et feutrées, l'élargissement du Conseil de sécurité est présentement l'objet d'une véritable foire d'empoigne entre les États membres. Un flot de propositions les submerge et toutes ont la particularité d'être conçues pour être rejetées.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a résumé succinctement le dilemme lors d'une conférence de presse la semaine dernière. «Je crois pour ma part que, tôt ou tard, le Conseil sera modifié, réformé, a-t-il dit. Mais on aura énormément de mal à décider quels États devront occuper les sièges permanents qui vont être créés. Pour certaines régions, ce sera très difficile.»

Composé de cinq membres permanents avec droit de veto — États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne et France — et de dix membres non permanents élus tous les deux ans, le Conseil de sécurité a fait l'objet d'une première réforme en 1965, au moment où le nombre de sièges non permanents a été augmenté pour accorder une juste représentation à la cinquantaine de pays qui venaient d'accéder à l'indépendance.

Aujourd'hui, ce deuxième round de la réforme du Conseil de sécurité porte plus sur la nécessité de faire une place aux nouvelles puissances politiques et économiques

VOIR PAGE A 8: ONU

**MÉTÉO**

Montréal  
Ensoleillé.  
Ennuagement  
en après-midi.  
Max: 24 Min: 9

Québec  
Ciel variable.  
Max: 20 Min: 5

Détails, page B 4

**INDEX**

Agenda ..... B 6  
Annonces ..... B 6  
Avis publics ..... B 4  
Culture ..... B 8  
Économie ..... B 1  
Éditorial ..... A 6

Le monde ..... A 5  
Les sports ..... B 5  
Montréal ..... A 3  
Mots croisés ..... B 4  
Politique ..... A 4  
Télévision ..... B 7

www.ledavoir.com



## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## TÉLÉFILM

SUITE DE LA PAGE 1

*Vaider à circuler sur les écrans. Cela fait trente ans que cette situation perdure, et il est temps de prendre le taureau par les cornes.*

Plusieurs correctifs sont proposés. Plutôt que de faire davantage de films avec moins d'argent, selon la tendance actuelle, mieux vaudrait offrir de meilleures chances à un petit nombre de joueurs et les soutenir à chaque étape du processus, conclut l'étude Houle.

En effet, celle-ci démontre qu'il existe (règle générale) une corrélation directe entre les budgets de production des longs métrages et leur succès sur les écrans. Du côté francophone, les films dont le budget se situe entre trois et cinq millions de dollars réaliseraient les meilleures performances en salles. Or le budget unitaire moyen des longs métrages diminue comme peau de chagrin alors que les institutions misent sur la masse critique, plus des deux tiers de ces budgets de films étant inférieurs à trois millions.

La mise en marché (globalement déficiente) serait le maillon le plus faible de la chaîne. Les deux tiers des longs métrages financés par le Fonds d'aide à la distribution de longs métrages (FADLM) auraient bénéficié de dépenses de mise en marché inférieures à 150 000 \$, une somme nettement insuffisante, en deçà des 6 % du budget que l'exercice réclamerait.

Ce document suggère de renverser la vapeur en concentrant l'aide du FADLM sur la mise en marché plutôt que sur l'acquisition. On propose que l'acceptation d'un projet de long métrage, dès l'étape du financement, prenne en compte la qualité et l'ampleur des ressources du lancement et le nombre de salles disponibles. Faute de quoi, le film ne devrait tout simplement pas se faire. Le fait d'abandonner un film à son sort après l'avoir produit équivaudrait peu ou prou à le couler à pic.

Ce Fonds d'aide à la distribution de longs métrages, créé il y a sept ans afin d'octroyer un meilleur contrôle aux Canadiens face aux étrangers, aurait, tout en consolidant la position canadienne, généré des effets pervers. Il encouragerait l'aspect industriel au détriment du contenu culturel et ne prévoirait aucune ventilation à travers la langue de production. 81,4 % des avances de distribution versées au cours des quatre dernières années seraient ainsi allées à des longs métrages de langue anglaise.

De plus, la gestion de ce fonds aurait contribué à fausser les règles de la concurrence en faveur d'un petit groupe d'entreprises de distribution-production intégrées, au détriment des compagnies uniquement spécialisées dans la distribution.

Au cours des sept années d'activité du fonds, 48 % de l'aide totale versée par Téléfilm à travers le FADLM a échu au trio CFP, Alliance et Malofilm. En ajoutant le second trio Astral, Norstar et Cinéplex, 73,4 % des sommes allouées auraient abouti dans leurs coffres. Le rapport s'interroge quant au fait que des entreprises solidement capitalisées (auxquelles se rajoute le Groupe Coscient après la fusion d'Astral et d'Allegro), pour la plupart des sociétés ouvertes dont les chiffres d'affaires dépassent dans certains cas le budget de Téléfilm, aient besoin d'un tel support de subvention.

Le rapport parle d'avantages concurrentiels indus pour ces grands distributeurs-producteurs, sans que des résultats probants soient obtenus au bout du compte. Au contraire, les petites maisons auraient distribué l'immense majorité des films à haut contenu culturel, tout en voyant leur développement freiné par la politique de financement. Le document Houle, taxant la situation de malsaine et de schizophrène, et à tout le moins en apparence de conflit d'intérêts, recommande que Téléfilm module sa participation au fonds en fonction de l'autonomie financière de l'entreprise.

Plusieurs autres avenues et pistes de réflexion sont proposées dans ce document, notamment que 5 % des recettes des entreprises de distribution canadiennes soient versées à un fonds de production de longs métrages canadiens, histoire d'aider à sa capitalisation. On souhaite aussi que de nouvelles voies d'exportation de films canadiens soient envisagées à travers des rapports de réciprocité entre cinématographies menacées par le géant américain, et on encourage Téléfilm à soutenir des initiatives originales en ce sens.

C'est à de vrais changements de cap en matière de priorités que l'étude Houle invite Téléfilm Canada. On verra dans quelques semaines, à l'heure où le document sera rendu public, ce que l'institution fédérale rétorquera aux mises en garde sévères qui lui sont ici servies.



**S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.**

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [devoir@cam.org](mailto:devoir@cam.org)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## BOUCHARD

«Un des deux peuples refusait de reconnaître l'existence de l'autre»

SUITE DE LA PAGE 1

nouvelle offre propose en fait de réduire la maîtrise du gouvernement québécois sur sa politique familiale et la solidarité sociale québécoise. En outre, a-t-il ajouté, il est maintenant clair que le Canada refuse de reconnaître l'existence même du «peuple» québécois.

«On touche à l'aspect le plus triste de l'histoire des relations entre les Québécois et les Canadiens. Et lorsqu'on demandera, dans quelques années, pourquoi ces deux peuples n'ont pas continué à vivre dans le même régime fédéral, on répondra d'abord et surtout qu'il y avait pénurie de respect et de reconnaissance: on répondra qu'un des deux peuples refusait de reconnaître l'existence de l'autre.»

M. Bouchard reproche également aux premiers ministres présents à Calgary de rebaptiser dans leur texte final l'Assemblée nationale en «assemblée législative». Il s'en prend à cette vision qu'il qualifie de passivité et de folklorique, qui rapetisse, comprime, réduit. Selon lui, l'ambition du Canada, c'est que le Québec ne soit pas ambitieux.

«Je vois bien qu'on y écrit, a-t-il dit en parlant de la déclaration de Calgary, que notre caractère est tellement unique qu'il est fondamental pour le bien-être du Canada». Est-ce une façon de dire que nous n'avons pas le droit de quitter le Canada puisque son bien-être en dépend? Cette expression nous rendrait donc à la fois socialement uniques, mais politiquement éunuques?»

Par ailleurs, M. Bouchard dit pourtant ne pas entretenir de rancune personnelle à l'égard des signataires de l'entente de Calgary, pas plus qu'il n'y voit un obstacle au maintien des bonnes relations économiques entre le Québec et les autres provinces.

«Éventuellement, je pense que nous aurons à travailler en partenaires», a-t-il dit avant de préciser que «s'il y avait un détournement d'avion, si on transformait l'avion de Team Canada en "junket" constitutionnel, je ne serais pas à bord, c'est évident».

Réagissant positivement à la lettre de Jacques Parizeau publiée dans *Le Devoir* en disant qu'il aurait pu la signer, il a de plus réitéré, comme le dit le programme du PQ au sujet du partenariat, qu'une déclaration unilatérale de souveraineté pourrait avoir lieu après avoir tenté ou réussi de négocier une telle entente avec le Canada.

Enfin, le premier ministre s'en est également pris hier au chef du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson. Il lui reproche notamment d'avoir jeté l'éponge sur l'expression «société distincte» et d'avoir accepté ce que le Canada avait à offrir avant même que l'offre ne soit déposée.

«Quel désolant spectacle! Le successeur de Jean Lesage jetant la personnalité du Québec en pâture au moins offrant. Et obtenant, en échange, l'aide des politiciens de Toronto, Fredericton ou Saint-Jean de Terre-Neuve pour sa prochaine campagne électorale au Québec. C'est la première fois, je pense, qu'un chef de l'opposition du Québec va mendier, au

Canada anglais, des appuis pour son parti.»

Il a aussi repris l'image utilisée la veille par son ministre des Affaires intergouvernementales Jacques Brassard, qui avait qualifié le chef de l'opposition officielle de candidat du Canada anglais aux prochaines élections québécoises.

La réplique du chef libéral Daniel Johnson a suivi sans coup férir. Dès sa descente d'avion à Dorval, M. Johnson, qui revenait d'Halifax, a répété son approbation du processus entamé à Calgary. Répliquant vigoureusement à son opposant, M. Johnson a notamment utilisé les termes «fraude intellectuelle» et «paranoïa» pour décrire la réaction de Lucien Bouchard à l'entente de Calgary.

«Lucien Bouchard se comporte comme le chef d'une clique qui ne veut rien savoir du reste du Canada. [...] M. Bouchard invente des problèmes là où il n'y en a pas. Il invente des problèmes, comme dans d'autres problèmes en affaires municipales ou en garderies, pour pouvoir les dénoncer.»

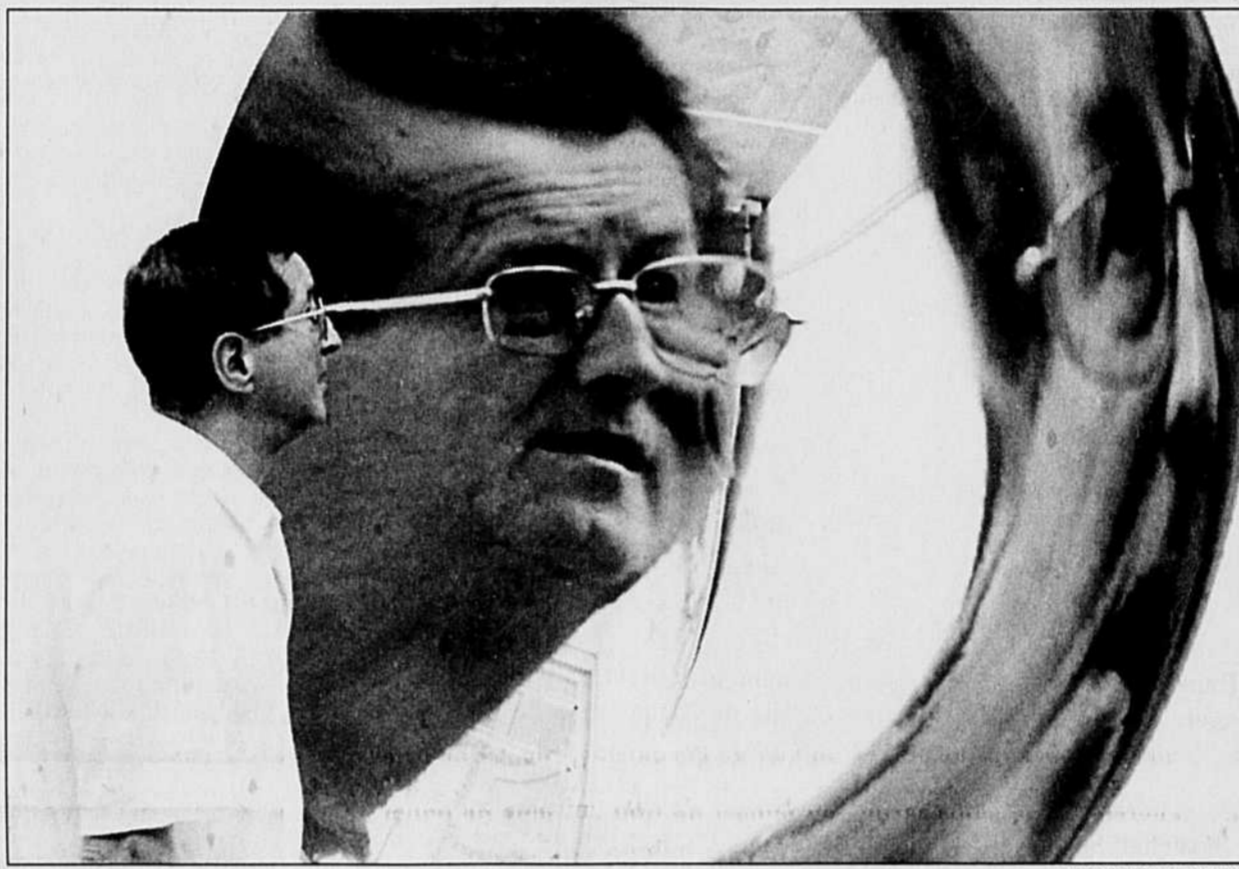
Selon le chef libéral, le premier ministre québécois se comporte comme quelqu'un qui refuse de voir la réalité en face, de constater qu'il y a enfin quelque chose de positif en provenance du Canada anglais.

Brandissant son programme *Reconnaissance et interdépendance*, un document «écrit pour construire», il a indiqué que tout ce que cherche M. Bouchard est, au contraire, de détruire.

Il n'a pas assisté au discours du premier ministre mais, a-t-il déclaré, «je suis sûr que c'était du grand théâtre».

EN BREF

## Dis-moi qui est le plus beau



IAN WALDIE REUTERS

UN QUIDAM regarde l'image déformée que lui renvoie la glace dans une galerie de Londres. Le miroir ne dit pas qui est le plus beau ou le plus laid. Il s'agit en fait d'une œuvre d'art de l'artiste Cerith Wyn Evans, intitulée *Inverse Reverse Perverse*.

## Postes: loin d'une entente

Ottawa (PC) — Le Syndicat canadien des travailleurs des Postes, qui vient de rejeter une offre de la société d'État comportant une légère hausse de salaire, compte lui soumettre une contre-offre aujourd'hui même. «C'est loin d'être une proposition qui puisse permettre aux parties de signer une convention collective», a dit le président du syndicat, Darrell Tingley, en parlant de l'offre qui lui avait été présentée lundi. Cela ne résout pas les principaux enjeux du conflit (sécurité d'emploi et conversion d'emplois à temps partiel en emplois à temps plein), a soutenu M. Tingley. Ce dernier était réticent à discuter de l'offre patronale et s'est contenté de dire que la hausse de salaire était inférieure au taux d'inflation et n'entrerait pas en vigueur avant le mois de février prochain. Le syndicat est sans convention collective depuis le 31 janvier. Il revendique une augmentation de salaire de 8,6 % sur une période de 18 mois.

## Un drôle de colis chez Johnson

Vaudreuil (PC) — Les artificiers de la Sûreté du Québec n'ont rien trouvé dans le colis suspect déposé dans la nuit de lundi à hier devant le bureau de comté du chef libéral Daniel Johnson, à Vaudreuil, à l'ouest de Montréal. Un homme avait appelé certains médias de Montréal pour leur signaler la présence du colis. Or la boîte de carton ne contenait que des fils et une inscription disant: «Monsieur Johnson, ça vient de Calgary, ça doit être bon», une allusion à la déclaration faite le week-end dernier par les premiers ministres des neuf provinces anglophones, à Calgary.



Daniel Johnson

## MANNE

«Pourquoi Montréal?» Une économie de 40%!

SUITE DE LA PAGE 1

figurants par jour se sont relayés quotidiennement sur les gradins. Samedi dernier, 12 000 d'entre eux se présentaient sur le plateau de *Snake Eyes*, alors qu'on en réclamait 7000. 5000 repartaient Gros Jean comme devant. Couru, ce plateau. Quelques grommellements fusaient pourtant des rangs des figurants qui s'y sont sentis parfois traités avec désinvolture par la grosse machine hollywoodienne débarquée en ville.

Mais de ces dissensions, il ne sera pas longtemps question en conférence de presse où Brian de Palma, apparaissait hier encadré par les acteurs Nicolas Cage, Gary Sinise, et le producteur exécutif Lou Stroller. «Il y a toujours un ou deux mécontents sur les plateaux», tranche le cinéaste. Fin de la période d'autocritique. Joie, bonheur et allégresse fleurissent dans le sillon de ce *Snake Eyes* montréalais, s'il faut en croire ce choeur d'éloges auquel la presse avait droit hier soir. Nicolas Cage a pu se promener sous la pluie dans nos rues, apprécier l'architecture de la ville. Tout baignait dans l'huile. Super vedette, dont le vrai talent d'acteur fut consacré dans *Leaving Las Vegas* de Mike Figgis, Cage

qui avait devoir incarner le prochain Superman, ne dédaigne ni l'esthétique bd, ni les films d'action. «J'aime jouer dans les sortes de films que je vais voir comme spectateur», dira-t-il.

Le cinéaste Brian de Palma (à qui on doit notamment la récente méga machine *Mission impossible*) est un vieil habitué de Montréal. Chaque été depuis près de vingt ans, il court incognito les salles obscures du Festival des Films du Monde. On savait qu'il avait envie de tourner ici depuis longtemps, ce qu'il nous confirmait hier. Il s'en est fallu de peu pour que cette production de 120 M (\$ 80 M US) passe sous le nez de la métropole québécoise, alors que les nouveaux propriétaires du Forum voulaient la transformer en complexe cinématographique et refusaient d'attendre. Des arguments économiques ont opéré. Ils ont tenu.

De Palma et ses acteurs ont eu beau vanter les charmes de Montréal, où les techniciens sont professionnels, les figurants merveilleux, la ville superbe, etc. n'empêche que c'est Lou Stroller, le producteur exécutif qui répondit avec le plus d'à propos à la question «Pourquoi Montréal?» Une économie de 40%, voilà ce que le taux de change canadien permet de réaliser à la

production *Snake Eyes*. Entièrement tourné à Atlantic City, le budget du film aurait frisé les 120 M US. *Money talks*.

Selon le directeur de production Alain Gagnon, le tournage de *Snake Eyes* qui marcherait sur des roulettes à Montréal et respecterait tous ses échéanciers au-delà des espérances, serait surveillé de près par les autres maisons de production lesquelles envisageraient de venir également tourner ici. A son avis, Toronto et Vancouver, nos concurrents au titre de terre d'accueil des gros tournages américains, devraient se préparer à perdre du terrain. André Lafond du Bureau du Cinéma renchérit: «*Snake Eyes* devrait apporter subseqüemment à Montréal des investissements de 100 millions (canadiens) au moins, soit trois ou quatre films américains avec un budget de 40 millions.»

Quant aux retombées sur la ville du *Snake Eyes* en question, André Lafond estime qu'elles se chiffreront à l'intérieur d'une fourchette de 65 à 75 millions\$, le film ouvre une grande porte sur la manne des hollywoodo dollars. Tout le monde est poli avec de Palma et quand il dit qu'il aimerait revenir tourner ici, la ville retient son souffle. Il y a des gros sous dans l'air.

## ONU

SUITE DE LA PAGE 1

qui ont émergé sur la scène internationale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale que de réformer véritablement l'organe exécutif de l'ONU.

Les États membres sont maintenant d'accord pour agrandir la table du Conseil et y accueillir entre cinq et dix nouveaux convives. Là s'arrête pourtant le consensus. Des différences profondes demeurent sur des questions fondamentales, notamment sur le nombre de sièges permanents que devrait compter le nouveau Conseil, sur le droit de veto et sur la représentation géographique au sein de la plus haute instance des Nations unies.

## Les nouvelles puissances

Au cours des dernières années, un constat s'est dégagé au sein de la communauté internationale. Le Japon et l'Allemagne, dont la contribution au budget de l'ONU est respectivement de 15 % et 10 % (4 % pour la Russie et 1 % pour la Chine), sont devenus des puissances avec lesquelles il faut compter. Certains États membres de l'ONU sont donc prêts à leur accorder une place de membre permanent au Conseil de sécurité. Toutefois, les représentants des pays en développement exigent que l'addition de nouveaux membres occidentaux soit contre-balançée par l'entrée de plusieurs des leurs. Une demande qui ne se heurte à aucune opposition de la part des Occidentaux. Toutes les propositions à l'étude accordent un siège de membre permanent à chacune de trois grandes régions, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Enfin, certaines propositions tiennent compte du fait que près de 80 pays n'ont jamais participé à l'augmentation de un à cinq sièges du nombre de membres non permanents. Selon les propositions, le futur

Conseil compterait entre 20 et 25 membres. Au-delà de 25 membres, tous s'accordent pour dire que le travail au sein du Conseil serait paralysé. Les Américains suggèrent une formule pour porter à dix le nombre de membres permanents et onze les non permanents, mais ils ne se prononcent pas sur le droit de veto. La France propose que les nouveaux permanents obtiennent le droit de veto.

Si l'augmentation du nombre de membres non permanents ne semble poser aucun obstacle, le doublement du nombre de membres permanents se heurte à de vives oppositions qui proviennent de deux groupes de pays aux motifs diamétralement opposés. L'Italie, suivie par un certain nombre d'États, propose un plan d'élargissement dont les effets visent à écarter l'Allemagne et le Japon. Rome suggère de ne pas toucher aux cinq membres permanents actuels et aux dix sièges non permanents mais de créer dix nouveaux sièges semi-permanents, au sein d'un groupe de 30 pays qui effectueraient des rotations de deux ans. Un tel Conseil aurait alors 25 membres.

Pour sa part, le Canada, appuyé par plusieurs autres pays, rejette carrément l'élargissement du nombre de membres permanents car cela entraînerait inévitablement une extension du droit de veto.

Selon l'ambassadeur canadien Robert Fowler, «Ottawa est fermement opposé à l'extension du veto parce qu'il exacerberait les problèmes actuels, rendrait plus difficiles les décisions à prendre et pourrait soustraire davantage de conflits à la compétence du Conseil». L'ambassadeur estime qu'une multiplication du veto «n'améliorerait pas le fonctionnement du Conseil ni ne renforcerait son caractère représentatif».

Les deux groupes d'États soulignent aussi qu'il sera difficile de choisir les pays qui représenteront les trois grandes régions en développement. En effet, la lutte sera féroce entre l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie en Asie, entre

le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud en Afrique, et entre le Mexique, le Brésil et l'Argentine en Amérique latine. De plus, les pays sélectionnés siègeront-ils pour toujours ou accepteront-ils une rotation? La question reste ouverte.

Pour contourner toutes ces difficultés, le Canada propose que l'élargissement du Conseil de sécurité se limite à maintenir à cinq le nombre de membres permanents et à faire passer le nombre de membres non permanents de dix à vingt. Le plan canadien est violemment rejeté par les États en développement. Son plus illustre représentant, le président sortant de l'Assemblée générale, l'ambassadeur malais Razali Ismail, a accusé récemment le Canada de bloquer la réforme du Conseil avec sa proposition.

Dans un discours vitriolique, M. Razali a souligné que la réforme du Conseil de sécurité se heurte à «l'opposition d'une douzaine de pays importants [...] dont le Canada, qui aspire à devenir membres permanents mais dont les chances ne sont rien moins qu'excellentes. La position qu'ils prennent garantit une aggravation des divisions au sein de l'organisation lorsque la réforme du Conseil de sécurité sera instituée».

Il faut dire que M. Razali est l'auteur d'une proposition d'élargissement particulièrement compliquée où le Conseil serait formé de dix membres permanents, de dix membres non permanents et de quatre autres membres qui seraient choisis parmi quatre des cinq grandes régions (l'Occident serait exclu). Avec cette formule, le Canada craint d'attendre longtemps son tour avant d'accéder au Conseil.

Le Canada souligne que sa proposition est la plus réaliste et qu'il obtiendra l'appui du plus grand nombre lors du débat sur l'élargissement à l'Assemblée générale. Peut-être. Mais déjà, pour certains, comme avec les autres formules, elle est déjà inacceptable.

Demain: l'ONU et les enfants de la guerre.

LE DEVOIR

# LES SPORTS

**Etat de la réserve collective de sang**  
**Groupe sanguin**  
 O- 40%  
 La Société canadienne de la Croix-Rouge  
 Info-collecte: 527-1501

Ligue junior majeure du Québec

## Le Titan lorgne les Maritimes

La Ligue junior majeure du Québec a remporté un tel succès avec son expansion dans les provinces Maritimes qu'elle cherche désormais à garder une équipe dans son plus grand marché — Montréal.

BILL BEACON  
 PRESSE CANADIENNE

Outre les Mooseheads de Halifax, les Wildcats de Moncton et les nouveaux Screaming Eagles du Cap Breton (les anciens Prédateurs de Granby), Bathurst au Nouveau-Brunswick pourrait rejoindre les rangs de la LHJMQ, en accueillant la dernière concession dans la région mont-réalaise — le Titan de Laval.

«Nous avons le bassin de population le plus important à travers la ligue et pour nous avons la plus faible assistance», a précisé le propriétaire du Titan, Léo-Guy Morrissette. Morrissette a déjà visité un nouvel

amphithéâtre érigé au coût de 23 millions à Bathurst et il envisage également de déménager sa concession à Charlottetown ou Alma si la vente des billets ne s'améliore pas de façon significative. La saison dernière, le Titan a attiré une moyenne de 1225 spectateurs par match.

«C'est le moment de vérité, a poursuivi Morrissette. Si les amateurs ne nous apportent pas leur soutien cette année, nous déménagerons l'année prochaine.»

«Nous misons sur une bonne équipe cette année. S'ils ne veulent pas venir nous voir, nous n'aurons d'autre choix.»

Les Wildcats inaugureront la 29<sup>e</sup> saison de la LHJMQ demain soir en accueillant les Huskies de Rouyn-Noranda.

### La LHJMQ s'éparpille

Il y a une époque pas si lointaine où la grande région de Montréal comptait cinq formations de la LHJMQ — Laval, Verdun, Longueuil, Saint-Jean et Saint-

Hyacinthe. Sans compter que Granby n'était qu'à une heure de route.

Aujourd'hui, il ne reste que Laval alors que la ligue s'est éparpillée avec des équipes dans le nord du Québec — Rouyn-Noranda et Val-d'Or — dans les Maritimes et dans l'est, qui abrite des équipes à Rimouski et Baie-Comeau.

Le président de la ligue Gilles Courteau estime qu'une présence à Montréal est indispensable pour obtenir une couverture médiatique et la commande des corporations.

L'idéal serait qu'une équipe évolue au Centre Molson, domicile du Canadien de Montréal, mais il n'est pas aisé de trouver des propriétaires disposés à vendre du hockey junior dans la métropole.

Morrissette a expliqué que le Titan a perdu 327 000 \$ la saison dernière et 230 000 \$ l'année précédente. Un blitz pour la vente des billets cet été s'est révélé «un véritable désastre», a-t-il dit.

«J'ai été très bien reçu à Bathurst, a ajouté Morrissette. Ils ont un bassin de

150 000 personnes vivant à 45 minutes en voiture. Ils ont un nouvel amphithéâtre et ils ne comptent même pas une équipe midget. Des entreprises de pêche sont prêtes à signer immédiatement leur chèque pour les loges pour s'assurer la présence d'une équipe junior.»

Cet étalement dans l'est et dans le nord a élevé les coûts d'exploitation d'une concession de la LHJMQ, mais personne ne peut infirmer le succès de l'initiative.

Halifax a dominé la ligue avec plus de 5000 spectateurs par match et la nouvelle formation au Cap Breton a vendu 2800 abonnements et s'attend à 4000 spectateurs par rencontre.

Courteau, qui en est à sa 12<sup>e</sup> saison comme président de la ligue, n'ose pas s'avancer sur la question d'une prochaine expansion.

Les trois circuits juniors au Canada discuteront cette saison de la possibilité de diviser l'Amérique du Nord en trois zones. On prête à la LHJMQ le désir d'ajouter Terre-Neuve et la Nouvelle-Angleterre à sa sphère d'influence.

## BASEBALL

### LIGUE NATIONALE

**Lundi**  
 Mets 10-1 Philadelphie 5-2  
 Colorado 7 Floride 1  
 Pittsburgh 5 Montréal 4, 10 m  
 Atlanta 5 San Francisco 4  
 Cincinnati 4 Cubs 1  
 San Diego 4 Houston 3  
 Los Angeles 7 St. Louis 6  
**Hier**  
 San Francisco à Atlanta, 13h10.  
 San Diego à Houston, 13h35.  
 Colorado en Floride, 19h05.  
 N.Y. Mets à Philadelphie, 19h05.  
 Montréal à Pittsburgh, 19h05.  
 Cincinnati à Chicago, 20h05.  
 Los Angeles à St. Louis, 20h05.  
**Aujourd'hui**  
 St. Louis (Morris 10-8) à Chicago (Batista 0-4).  
 Philadelphie (Stephenson 6-6 et M.L. Leiter 10-15) en Floride (Hernandez 9-1 et Saunders 3-6).  
 Houston (Reynolds 7-10) à Pittsburgh (Schmidt 9-7).  
 Montréal (Valdes 4-4) à Cincinnati (Remlinger 7-8).  
 N.Y. Mets (Jones 14-8) à Atlanta (Maddux 18-4).  
 Colorado (Thomson 7-8) à San Diego (Ashby 8-11).  
 Los Angeles (Park 13-7) à SF (Ruetter 12-6).

### LIGUE AMÉRICAINNE

**Lundi**  
 Baltimore 6-1 Cleveland 5-4  
 Yankees 7 Boston 6  
 Milwaukee 11 Chicago 10  
 Kansas City 11 Texas 9  
 Detroit 6 Oakland 3  
 Seattle 7 Toronto 3  
 Anaheim 8 Minnesota 5  
**Hier**  
 Boston à Yankees, 19h35.  
 Cleveland à Baltimore, 19h35.  
 Chicago à Milwaukee, 20h05.  
 Kansas City au Texas, 20h35.  
 Minnesota à Anaheim, 22h05.  
**Aujourd'hui**  
 Toronto (Hentgen 15-9) à Boston (Suppan 7-2).  
 Detroit (Moehler 11-10) à Yankees (Mendoza 6-6).  
 Milwaukee (D'Amico 8-6) à Baltimore (Erickson 6-6).  
 Cleveland (Wright 7-3) au Minnesota (Miller 0-3).  
 Chicago (Baltwin 11-14) à KC (Rosado 8-12).  
 Seattle (Fassero 15-9) au Texas (Burkett 7-12).  
 Oakland (Ludwick 1-2) à Anaheim (Watson 11-10).

Section Est				Section Ouest			
G	P	Moy.	Diff.	G	P	Moy.	Diff.
Atlanta	92	57	617	Los Angeles	83	67	553
Florida	86	62	581	San Francisco	82	68	547
New York	82	68	547	Colorado	78	72	520
Montréal	74	75	497	San Diego	71	79	473
Philadelphie	60	89	403				

Section Est				Section Centrale				Section Ouest			
G	P	Moy.	Diff.	G	P	Moy.	Diff.	G	P	Moy.	Diff.
Baltimore	91	57	615	Cleveland	79	67	541	Seattle	84	67	556
New York	85	63	574	Milwaukee	73	75	493	Anaheim	78	72	520
Detroit	74	76	493	Chicago	73	77	487	Texas	70	80	467
Boston	73	76	490	Kansas City	61	86	415	Oakland	61	90	404
Toronto	71	79	473	Minnesota	60	88	405				

## FOOTBALL

### LIGUE NATIONALE

**Le lundi 8 septembre**  
 Kansas City 28 Oakland 27  
**Dimanche**  
 Washington 19 Arizona 13 (P)  
 Baltimore 24 Giants 23  
 Kansas City 22 Buffalo 16  
 Detroit 32 Chicago 7  
 Green Bay 23 Miami 18  
 Oakland 36 Atlanta 31  
 Tampa Bay 28 Minnesota 14  
 Carolina 26 San Diego 7  
 San Francisco 33 N.-Orléans 7  
 Denver 35 St. Louis 14  
 Seattle 31 Indianapolis 3  
 N.-Angleterre 27 Jets 24 (P)  
**Lundi**  
 Philadelphie 20 Dallas 21  
**Le dimanche 21 septembre**  
 Baltimore à Tennessee, 13h.  
 Chicago en Nouvelle-Angleterre, 13h.  
 Detroit en Nouvelle-Orléans, 13h.  
 Kansas City à Carolina, 13h.  
 Minnesota à Green Bay, 13h.  
 Oakland à Jets, 13h.  
 Atlanta à San Francisco, 16h.  
 Cincinnati à Denver, 16h.  
 Indianapolis à Buffalo, 16h.  
 Giants à St. Louis, 16h.  
 San Diego à Seattle, 16h.  
 Miami à Tampa Bay, 20h.  
**Le lundi 22 septembre**  
 Pittsburgh à Jacksonville, 21h.

### Conférence américaine

Section Est				Section Centrale				Section Ouest						
G	P	Moy.	PP	PC	G	P	Moy.	PP	PC	G	P	Moy.	PP	PC
N.-Angleterre	3	0	1 000	99	37	Denver	3	0	1 000	89	31			
Miami	2	1	0 667	50	46	Kansas City	2	1	0 667	53	62			
Buffalo	1	2	0 333	57	78	Oakland	1	2	0 333	84	83			
Jets	1	2	0 333	87	58	San Diego	1	2	0 333	34	73			
Indianapolis	0	3	0 000	19	78	Seattle	1	2	0 333	48	79			

## Expos 2 Pirates 8

### Un feu d'artifice!

PRESSE CANADIENNE

Pittsburgh — Les Expos ont eu droit à un feu d'artifice pour leur dernier match de la saison à Pittsburgh. C'était trop d'honneurs. Ils n'en demandaient pas tant. Devant 8010 personnes, ils en ont vu de toutes les couleurs dans une défaite de 8-2 contre les Pirates de Pittsburgh. Ils ont subi un cinquième revers en six matchs au cours de leur voyage de 12 jours.

Cinq circuits pont été frappés dans le match: quatre par les Pirates, un par les Expos. Les Pirates ont illuminé le ciel en claquant trois circuits pour produire quatre points contre Mike Johnson, à la quatrième. Al Martin, son 11<sup>e</sup>, un coup de deux points, et Kevin Young, son 18<sup>e</sup>, ont réussi des circuits consécutifs, puis Shawn Dunston a chassé Johnson avec un circuit, son 14<sup>e</sup>.

Johnson (2-4) n'a travaillé que trois manches et un tiers. Il a alloué quatre coups sûrs et cinq points. Il n'a concédé qu'un but sur balles mais ce fut une passe gratuite à Turner Ward qui a amorcé la poussée de quatre points. Il tirait de l'arrière dans la compte contre Martin et Young. Il accusait un compte complet contre Dunston.

Utilisé comme frappeur suppléant, Brad Fullmer, son 2<sup>e</sup>, a répliqué à la pétrarde des Pirates en claquant un circuit à l'intérieur du terrain sur le premier lancer de John Lieber, à la huitième. La balle a rebondi hors de la portée des voltigeurs Turner Ward et Jose Guillen après avoir frappé la clôture du champ centre droit. En sept manches et deux tiers, Lieber (10-14) a donné six coups sûrs et deux points.

## EN BREF

### 30 fois à TQS

(Le Devoir) — Télévision Quatre Saisons mettra largement l'accent sur le sport cet hiver, puisque la chaîne diffusera 30 rencontres du Canadien, tant au Centre Molson qu'à l'étranger. La plupart des matchs seront à l'horaire le mercredi soir, mais certains matchs seront présentés le mardi, le jeudi, le vendredi et le dimanche. Au total, douze reportages parviendront de Montréal. TQS vient d'être acheté par Québecor, qui possède le Journal de Montréal comme tout le monde le sait, et TQS vient d'embaucher comme analyste aux matchs du Canadien Yvon Pedneault, directeur des sports au Journal de Montréal.

### 28 millions à Mark McGwire

(PC) — Mark McGwire, qui est devenu le deuxième joueur après Babe Ruth à connaître deux saisons consécutives de 50 circuits la semaine dernière, a signé un nouveau contrat de trois ans avec les Cardinals de St. Louis, contrat qui lui rapportera 28 millions.

## Canadien 2 Maple Leafs 1

### Rêve d'entraîneur

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Le Canadien a remporté une belle victoire de 2-1 hier sur les Maple Leafs de Toronto, en disputant le genre de match dont tout entraîneur rêve, surtout à l'étranger. C'est un but d'Eric Houde à 40 secondes de la fin de la période supplémentaire qui a fait la différence. La recrue a déjoué Marcel Cousineau après avoir profité d'une passe interceptée par Sébastien Bordeleau. Quelques secondes auparavant, un tir de Vincent Damphousse avait touché le poteau.

Outre un autre but remarqué de Jason Ward, le premier choix du Canadien au dernier repêchage, il y a eu de nombreux autres points positifs pour l'équipe d'Alain Vigneault, toujours invaincue en trois matchs pré-saison (2-0-1).

On retiendra d'abord que le Canadien a tenu le coup pendant sept désavantages numériques au cours des deux premières périodes, lui qui a eu la pire fiche de la Ligue nationale en pareilles circonstances la saison dernière.

De plus, le Canadien a accordé bien peu de véritables chances de marquer à ses adversaires, une réussite d'autant plus satisfaisante qu'on comptait neuf recrues dans la formation, en incluant Sébastien Bordeleau, contre des Leafs qui avaient presque tous leurs principaux attaquants, dont Mats Sundin, Wendel Clark et Sergei Berezine. De plus, Alain Vigneault a procédé à des expériences en utilisant Valeri Bure, Sébastien Bordeleau et Eric Houde à quatre contre cinq. Mais la révélation est venue de deux jeunes défenseurs gauchers de 20 ans pratiquement inconnus, le Tchèque Miroslav Guren et Brett Clark, qui a passé la saison dernière avec l'équipe nationale canadienne.

## Après dix ans d'absence, la F1 roule en Autriche

CÉLINE LE PRIOX  
 AGENCE FRANCE-PRESSE

Vienne — La Formule 1 fait, après dix ans d'absence, son retour en Autriche, dimanche à Zeltweg, où les fans s'arrachent les 100 000 places disponibles tandis que des coureurs ironisent sur ce «circuit de Mickey».

La F1 avait quitté Zeltweg en 1987, sur décision des organisateurs après une collision au départ du Grand Prix sur l'Oesterreichring. Cet accident n'avait pas fait de victime, mais avait causé des dégâts matériels de plusieurs centaines de milliers de dollars.

Le président de l'Association des constructeurs de Formule 1 (FOCA), Bernie Ecclestone, qui critiquait depuis plusieurs années le manque de sécurité de ce circuit, avait alors saisi l'occasion pour décider d'exclure l'Autriche des pays hôtes de Grands Prix, rappelle la presse.

Estimant aussi les prélèvements fiscaux excessifs, M. Ecclestone s'était tourné vers Budapest, où il escomptait conquérir des spectateurs.

Le nouveau circuit, où se déroulera dimanche la quatorzième épreuve du Championnat du monde, a été réaménagé pour 32 millions de dollars. Rebaptisé «A1-Ring», il mesure 4300 mètres, soit environ 1600 de moins que l'Oesterreichring, et possède six courbes.

Jusqu'à présent, Zeltweg a accueilli deux Grands Prix motocyclistes, un Championnat du monde de Grand Tourisme-FIA et... un concert des Rolling Stones. Après l'avoir testé, ses détracteurs l'ont surnommé «circuit de Mickey». Le Québécois Jacques Villeneuve, qui l'avait essayé l'année der-

nière, l'a trouvé «ennuyeux».

### Cent mille spectateurs

En revanche, le vétéran de la Formule 1, l'Autrichien Gerhard Berger, a balayé ces critiques, en rappelant qu'on disait la même chose lors des débuts du circuit de Budapest.

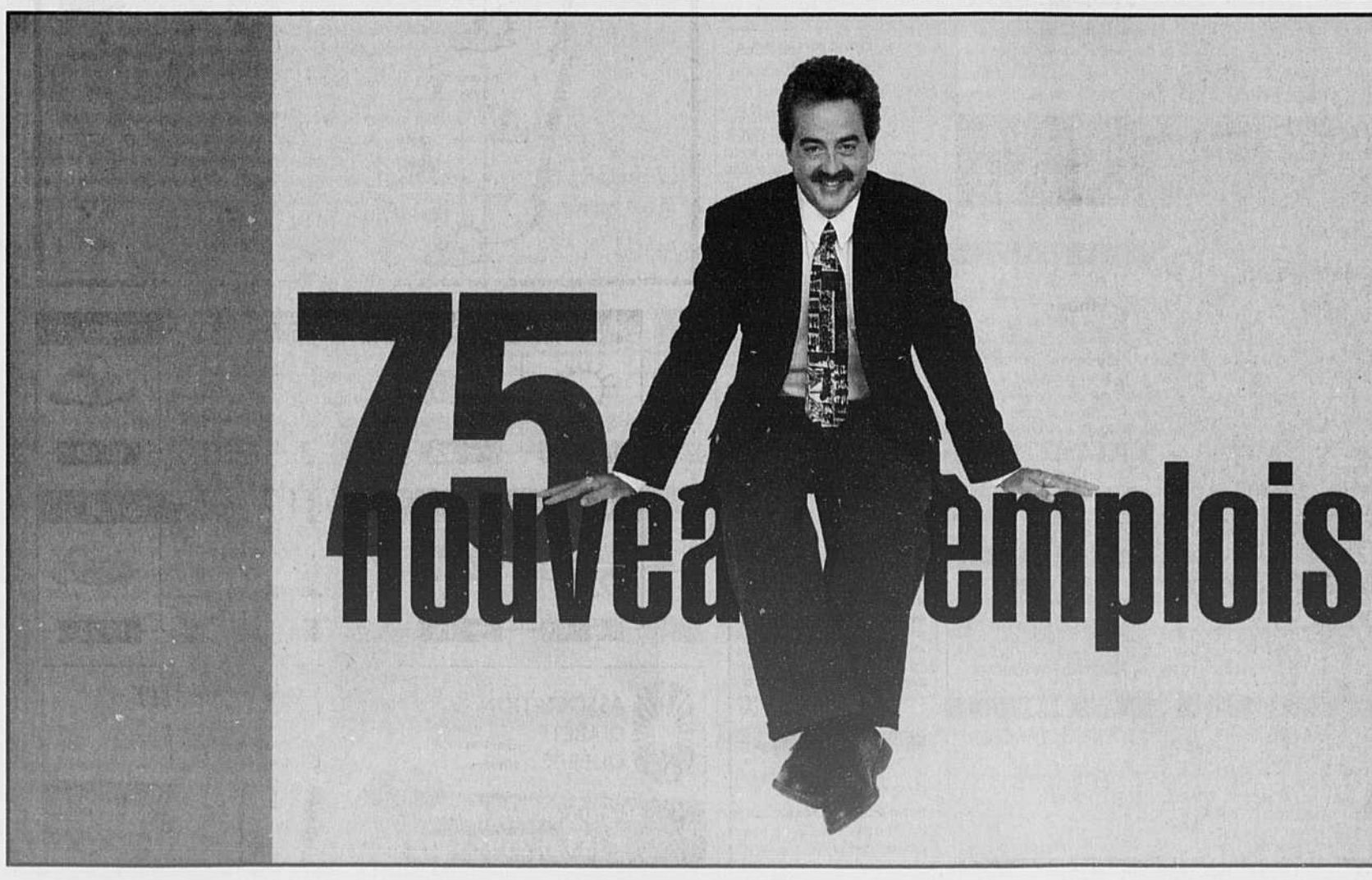
Pour éviter qu'une collision puisse interrompre la course, comme cela avait été le cas en 1987, le responsable du circuit Hans Geist, a fait installer deux grues dont l'une possède un champ d'action de 100 mètres et qui permet, selon lui, de «nettoyer rapidement le lieu de l'accident».

Pour ce 26<sup>e</sup> Grand Prix d'Autriche, dont les essais commencent demain, Geist table sur un chiffre d'affaires de 56 millions de dollars, un montant comparable à celui enregistré chaque année à Hockenheim, en Allemagne.

«A1 Ring» s'attend à afficher complet dimanche, en accueillant 100 000 spectateurs. En début de semaine, 80 000 billets avaient été vendus. Un billet coûte entre 1000 et 4000 schillings (entre 80 et 320 dollars).

La moitié des billets a été achetée par des Allemands. Geist espère voir arriver au dernier moment les Italiens, qui habitent près de la frontière. «Ils réservent rarement mais ils sont là», assure-t-il.

Les investissements pour le «A1-Ring» devraient être amortis sur trois ans, a estimé récemment un conseiller fédéral de la région de Zeltweg, la Styrie, Gerhard Hirschmann. Celui-ci considère le A1-Ring comme une «énorme chance pour la Styrie et l'Autriche». Il table sur l'effet médiatique de cet événement, retransmis dans 198 pays et qui attirera 1200 journalistes.



# 75 nouveaux emplois.

« Le Fonds de solidarité (FTQ) nous a apporté bien plus que de l'argent à investir. Leur vision des affaires a contribué à enrichir notre propre façon de voir les choses. Aujourd'hui, il suffit de regarder les résultats: de nouveaux emplois, des profits, et le meilleur reste à venir. »

**Allen Poiré**  
 Président, Métallurgie Castech inc.

LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

www.fondsftq.com

**Vous êtes en bonne compagnie**